

*Tarif des douanes***ORDRES INSCRITS AU NOM DU
GOUVERNEMENT**

[Traduction]

LE TARIF DES DOUANES

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Epp (Provencher) (au nom du ministre des Finances): Que le projet de loi C-71, tendant à modifier le Tarif des douanes, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé à un comité législatif.

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, je dirai tout d'abord que ce projet de loi n'est pas aussi intéressant et passionnant que celui qui a été présenté à la Chambre des communes l'année dernière, mais qu'il nous offre néanmoins la possibilité d'examiner d'un œil critique la politique commerciale du gouvernement. Voilà donc ce que je voudrais faire, si vous le permettez, monsieur le Président. Je voudrais également formuler quelques observations au sujet de cette mesure. J'y viendrai dans la dernière partie de mon discours. Néanmoins, je trouve frappant que les mesures relatives au commerce qui nous ont été présentées portent, pour la plupart, sur des questions administratives et techniques alors que la majorité des citoyens ont voté, il y a un an, pour une réorientation plus marquée et, de préférence, plus efficace et plus importante de notre politique commerciale.

● (1610)

Surtout, j'ai l'impression que le gouvernement n'a aucune stratégie dans le domaine du commerce. Je pense à trois exemples particuliers que nous avons actuellement sous les yeux. D'abord, si nous examinons quels sont nos partenaires commerciaux, nous constatons que le Japon se classe très nettement au deuxième rang. Cela montre bien l'importance énorme des pays de la Ceinture du Pacifique pour la santé actuelle de l'économie et sa prospérité future. La Corée est aussi devenue l'un de nos grands partenaires commerciaux, la Chine même a commencé à devenir un important partenaire potentiel du Canada. Et pourtant, on ne nous a pas proposé la moindre stratégie de commerce avec les pays du Pacifique. En fait, pendant la campagne électorale le premier ministre (M. Mulroney) a parlé de l'importance, de la priorité essentielle que nous devrions accorder au commerce avec les pays de la Ceinture du Pacifique. Nombre de ministres ont même fait la tournée des pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique de Cook. Je suis certain qu'ils ont fait des voyages intéressants. Nous avons vu de superbes images du ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) qui participait à des réceptions au Japon. Mais nous attendons toujours qu'on formule une stratégie directe et solide pour attaquer plus efficacement ces marchés afin de permettre au Canada de tirer de ce commerce les fruits nécessaires à la relance de notre économie.

Deuxièmement, par-delà les régions précises du monde sur lesquelles nous pourrions souhaiter que soit axée notre stratégie commerciale, il est manifeste, quand nous parlons de préoccupations commerciales, que pour réussir vraiment à rendre notre pays plus compétitif, et développer nos débouchés commerciaux à l'étranger, nous devons donner à notre structure

industrielle la souplesse nécessaire et la capacité de s'adapter et d'assimiler les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs de notre pays à partir du moment où les importations de l'étranger commencent à affluer chez nous. C'est dans ce domaine qu'une stratégie du gouvernement nous fait gravement défaut.

Le précédent gouvernement a mis en place un programme d'aide à l'adaptation des travailleurs au profit de certains secteurs durement touchés par des revers économiques ou par l'afflux des importations. Ce programme a été étendu au secteur de l'automobile en Ontario de 1978 à 1984. Mais le précédent gouvernement a jugé bon d'interrompre l'expansion de ce programme en février 1984. En conséquence, les travailleurs qui perdent maintenant leur emploi dans les usines de fabrication de pièces détachées d'automobile de l'Ontario ne peuvent plus demander d'aide au gouvernement. Ceux qui perdent leur emploi sont souvent des travailleurs âgés qui ont fait une longue carrière dans l'industrie qui les emploie. Nous savons tous d'expérience à quel point il est difficile pour les travailleurs de plus de 50 ans qui se présentent dans nos bureaux de circonscription de se trouver un nouvel emploi quand ils sont licenciés. C'est un domaine crucial où les travailleurs devraient bénéficier d'une aide à l'adaptation. Les travailleurs de ma circonscription qui se sont trouvés dans ce genre de situation, même quand ils venaient d'usines comme l'Usine de bougies Champion de ma circonscription, qui bénéficiait de ce genre d'aide dans le passé, n'ont pas pu se qualifier pour une aide du gouvernement.

J'ai soumis ce problème au ministre du Travail (M. McKnight). J'ai mis toute mon énergie à lui exposer le cas des travailleurs de ma circonscription. Toutefois, le ministre s'est contenté de répondre qu'il espère qu'un programme fédéral-provincial sera mis en œuvre pour venir en aide aux travailleurs plus âgés durant les huit ou neuf prochains mois. Je crois que ce serait excellent, si tel est le cas, mais aucun engagement n'a encore été pris pour nous assurer qu'il en sera ainsi. Si le commerce doit être plus libre au Canada et si nous songeons au libre-échange avec les États-Unis, alors il faudra donner suite à la recommandation adoptée unanimement par le comité mixte spécial qui a siégé l'été dernier et qui vise à améliorer les programmes d'assistance. Dans ce domaine également, le gouvernement actuel n'a pris aucune initiative.

Il en est de même d'une autre question soulevée aujourd'hui même par des députés conservateurs. Je veux parler du renouvellement des arrangements concernant les contingents pour notre secteur de la chaussure. Ce secteur fait face à de très vives pressions exercées par les importations depuis de nombreuses années. Alors qu'il n'était pas au pouvoir, le parti conservateur avait promis de réagir positivement aux problèmes qui assaillent le secteur de la chaussure. Pourtant, quand ce secteur veut obtenir un engagement de la part du gouvernement au sujet du renouvellement des arrangements concernant les contingents et quand il veut faire améliorer les modalités de l'aide, il ne reçoit aucun message positif du gouvernement. Il n'y a ni stratégie ni sens de l'orientation.